



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

www.npa2009.org

FACE AU GOUVERNEMENT PS-MEDEF

RIPOSTE UNITAIRE DANS LES ENTREPRISES ET DANS LA RUE

BULLETIN NPA TECHNOCENTRE RENAULT GUYANCOURT 18/09/2014

Mardi, à l'Assemblée, Manuel Valls, celui qui aime tant les patrons, a obtenu, comme en avril, le soutien de la majorité des élus socialiste pour poursuivre son offensive contre les travailleurs et les classes populaires. La saignée de 50 milliards dans les dépenses publiques jusqu'en 2017 – à commencer par les 21 milliards pour 2017 – n'est pas remise en cause. Comme est confirmé l'engagement de mettre sur la table la « simplification » du droit du travail – en clair son démantèlement – et la remise en cause des « seuils sociaux » déclenchant la mise en place des CE et des délégués du personnel.

LE MEDEF EN REDEMANDE PLUS

Estimant avoir l'oreille de ce gouvernement, Gattaz, patron des patrons, revendique maintenant la suppression de deux jours fériés dans l'année sur les onze existant, l'instauration d'un salaire minimum inférieur au SMIC, la fin de la durée « légale » du travail, l'extension du travail du dimanche et la généralisation de l'intérim.

Tout cela sous prétexte de créer un million d'emploi, mais sans le moindre engagement de sa part. Gattaz père, autrefois dirigeant du CNPF, avait lui aussi promis 471 000 emplois en échange de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Bien entendu, on n'en a jamais vu la couleur. Si le 1^{er} ministre a cru bon de dénoncer la surenchère du patronat pour amadouer ses « frondeurs », personne n'a oublié qu'à l'université du MEDEF, Valls avait dit « aimer l'entreprise ». Aujourd'hui, les 41 milliards de cadeaux du « pacte de responsabilité » ne lui suffisent pas. Ils en veulent plus.

RIEN À ATTENDRE DES DÉPUTÉS FRONDEURS

Une trentaine de députés « frondeurs » du PS et la quasi totalité des députés écologistes se sont abstenus sur la « confiance ». Mais s'ils l'ont fait, c'est pour essayer de se démarquer de ce gouvernement et ne pas sombrer avec, à l'occasion de prochaines élections. Par contre, ils ont refusé de voter « contre » la confiance, alors qu'ils savaient que cela aurait pourtant été un moyen de le faire tomber et de lui retirer les moyens de continuer à sévir contre les travailleurs et les classes populaires.

Cette posture, ils l'avaient déjà adoptée en juillet, à une exception près, le projet de « loi de finances rectificative de la Sécurité sociale ». Ou en avril, à l'occasion du vote du plan d'économies de 50 milliards.



REPRENDRE CONFIANCE DANS NOS PROPRES FORCES

Pourtant, aujourd'hui, le PCF ne rêve que d'une nouvelle mouture d'union de la gauche avec les « frondeurs » du PS et Europe Écologie-Les Verts, y compris avec ceux qui ont participé au gouvernement. Quand à Mélenchon, il ne rêve qu'à rassembler autour de sa personne, en vue de l'élection présidentielle de 2017. Alors qu'il y a urgence à préparer la mobilisation pour inverser le cours des choses.

C'est avant tout dans la rue et dans nos entreprises, tous ensemble, que nous pourrons faire reculer ce gouvernement, parce que nous n'avons rien à attendre des débats parlementaires, comme ceux de mardi, ni d'une hypothétique union de la gauche ou d'un inconsistant projet de 6^{ème} république, à l'occasion de futures élections.

Aux secteurs qui partent en lutte, les confédérations syndicales ne proposent aucune perspective visant à la préparation d'un mouvement d'ensemble, indispensable pour gagner. Ce qui reste à construire, c'est une mobilisation capable d'affronter ce gouvernement, notamment à l'occasion des votes du budget de l'État et de la Sécurité sociale 2015, à l'automne.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS

Le 8 septembre, un de nos collègues du Plessis-Robinson, père de 2 enfants, s'est pendu dans les toilettes, sur son lieu de travail. Comme à son habitude, la direction s'est empressée d'affirmer que ce geste désespéré n'avait sans doute rien à voir avec le travail. Il n'empêche qu'après les suicides à répétition dans des conditions similaires à Guyancourt ou Cléon, la question est toujours la même : comment peut-on en arriver là au bout de 30 ans d'ancienneté Renault ? Aucun objectif professionnel ne vaut la vie d'un salarié. A fortiori pour augmenter les dividendes des actionnaires. A Guyancourt ou au Plessis-Robinson, la DRH ne parle plus de RPS (risques psycho-sociaux), mais de QVT (qualité de vie au travail). Mais ce n'est pas les mots qu'il faut changer, c'est le système capitaliste, basé uniquement sur le profit maximum.

FAUSSE « MUTUELLE » ET VRAI RACKET

La complémentaire santé obligatoire, imposée à tous les salariés du privé, était la « contrepartie » de l'ANI (Accord National Interprofessionnel). La loi dite de « sécurisation de l'emploi » qui a suivi, a pour objectif la casse du code du travail, voulue par le MEDEF et engagée par Ayrault puis Valls. La « mutuelle » obligatoire était la « contrepartie » de l'accord compétitivité Renault du 13 mars 2013. A compter du 1^{er} janvier 2015, tous les CDI et CDD Renault devront cotiser au régime de base obligatoire, avec une formule optionnelle facultative. A l'issue de tractations opaques, c'est Humanis, associé à la Mutuelle Renault, qui remporte le contrat. Dans un communiqué, Humanis s'en félicite et se réjouit qu'avec 100 000 bénéficiaires, c'est « l'une des plus importantes affaires nouvelles de l'année ».

GAGNER MOINS ET COTISER PLUS

Nous serons les plus ponctionné(e)s pour la « mutuelle » : Renault ne participe qu'à moins de 30% en moyenne. Et les salaires les moins élevés cotiseront proportionnellement plus. Une vraie mutuelle, c'est la solidarité égalitaire entre salariés, organisée par eux-mêmes ou leurs représentants. La « mutuelle » Renault, c'est une assurance obligatoire, organisée par le MEDEF. Alors au nom de qui des responsables syndicaux ont-ils apposé leur signature sur un accord défavorable, contesté par le personnel ?

GHOSN SUPERMAN

Dimanche soir sur Europe 1, Ghosn a affirmé que Renault « ambitionne de devenir la 2^{ème} marque européenne ». Quand on sait que les actionnaires lui versent 10 millions d'€ par an (7,2 pour Nissan et 2,7 pour Renault), il a bien raison de chercher à se faire passer pour le super héros de la stratégie industrielle. Faire bouger les continents en créant de nouvelles plaques tectoniques, rapprocher la Roumanie de la Russie et même l'Inde de l'Afrique ? Pas de problème ! Mais à ce jour, il n'a toujours pas réussi à rapprocher géographiquement Rueil de Guyancourt. Pour nos collègues venant de Rueil, rapprochement rime avec déménagement.

SECU : LE HOLD UP DU SIECLE

Le Gouvernement s'emploie à faire passer les complémentaires santé obligatoires dans le secteur privé pour une avancée sociale. Mais il lance aussi les opérations pour en finir avec la sécu. Sous couvert de « lutte pour l'emploi », le Pacte de responsabilité prévoit la suppression d'ici 2017 des cotisations patronales à la branche famille. Et 10 milliards d'exonérations s'ajouteront aux 20 milliards du Crédit Impôt Compétitivité Emploi. Ce n'est donc plus uniquement les allocations familiales, mais la quasi-totalité des cotisations de sécurité sociale. Ce ne sont pas des « charges », c'est une part de notre salaire ! La Sécu, elle est à nous ! Défendons-la !



NOTRE SANTE EN DANGER

Les restrictions et suppressions de postes dans les hôpitaux entraînent l'augmentation des délais de prise en charge et la baisse de la qualité des soins. Le projet de budget 2015 du gouvernement prévoit une baisse supplémentaire de 20 milliards des dépenses de santé. A l'appel de la « Convergence des Hôpitaux en lutte contre l'hôstérite », les personnels hospitaliers manifesteront le 23 septembre contre la privatisation et les mesures du gouvernement qui mettent en danger le système hospitalier public et, au-delà, la santé de millions d'hommes et de femmes dans ce pays.

EPIDEMIE EBOLA : UN VIRUS CONTRE LES PAUVRES

Les politiques d'austérité du FMI, avec leurs cortèges de guerres, ont ravagé les régions d'Afrique où sévit le virus Ebola. Bien qu'identifié depuis 1976 au Congo, les multinationales pharmaceutiques n'ont développé ni tests ni vaccins, alors qu'elles en ont les moyens. Marie-Paule Kieny, sous-directrice de l'OMS, en avoue les raisons : c'est « typiquement une maladie de pauvres, dans des pays pauvres, dans lesquels il n'y a pas de marché. (...) C'est un échec de la société, basée sur le marché, celui de la finance et des profits ». Alors, exproprier sans indemnités l'industrie pharmaceutique serait faire oeuvre de santé publique !

SI VOUS APPRÉCIEZ CE BULLETIN, AIDEZ LE NPA !

Les dons effectués en 2014 ouvrent droit pour 2015 à une réduction d'impôt égale à 66% de leur montant.

Chèque : à l'ordre de «NPA souscription» à renvoyer à NPA souscription - 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Paiement en ligne : www.npa2009.org/souscription

Association de financement «NPA souscription» - 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil - Agrément de la CNCCFP 06/04/2009